



Contribution de la FNME-CGT à la consultation publique n°2024-08 du 3 juillet 2024 sur une proposition de règles prudentielles pouvant s'appliquer aux fournisseurs d'électricité et de gaz naturel

Déclaration liminaire

La FNME-CGT déplore que la réforme du marché de l'électricité, qui visait à rendre moins volatils les prix et à protéger les ménages, les collectivités et les entreprises, a été entérinée sans remettre en cause le marché européen de l'énergie et de logique de concurrence.

Si certains saluent cette réforme, ce texte ne découple pas le prix du gaz du prix de l'électricité. Le marché spot ou à terme, s'additionnent avec les Power Purchase agreements et des contrats pour différence.

Donc si la réforme donne plus de visibilité au marché de l'électricité post-ARENH, les dysfonctionnements structurels persistent. Les besoins de régulation semblent faire consensus, mais pourquoi ne pas renforcer les tarifs réglementés de vente de l'électricité et remettre en place celui du gaz ?

Pour la FNME-CGT, afin de se préserver des crises des prix, cela passe par la sortie du marché européen de l'énergie et des tarifs réglementés.

Pour autant, la FNME-CGT ne peut que saluer positivement la démarche initiée par la directive européenne 2019/944 du 05/06/2019 modifiée le 13/06/2024, car il est plus que temps de soulager le consommateur final du risque que la libéralisation du marché lui a fait subir directement depuis des années, sans que cela lui ait apporté un bénéfice mesurable, et au point même de venir affaiblir les finances publiques venant, bien maladroitement, au secours de ce dernier lors de l'invasion par la Russie du territoire Ukrainien et de ses conséquences tant sur le marché du gaz que de l'électricité.

La FNME-CGT déplore la fin des tarifs réglementés de vente (en particulier sur le gaz) qui, seuls, garantissaient un lissage des prix dans la durée, en particulier pour les consommateurs particuliers et les petites entreprises qui n'ont pas les moyens de se couvrir contre la volatilité des marchés ou la défaillance des fournisseurs.

La FNME-CGT rappelle également que la libéralisation du marché et la casse des monopoles historiques des fournisseurs nationaux (EDF et GDF/Engie) devaient permettre, selon le gouvernement de l'époque, l'émergence de nouveaux fournisseurs et producteurs d'énergie, et que sur ce dernier point, force est de constater de l'arrivée massive de revendeurs/acheteurs d'énergie, mais de peu de réels producteurs d'électricité ou importateurs de gaz naturel.

Gageons que cette consultation et les nouvelles règles qui pourraient en découler participeront à l'émergence de nouveaux producteurs, d'une mise au ban d'acteurs peu scrupuleux, à défaut de revoir en profondeur les mécanismes qui ont permis à ces derniers de prospérer au détriment des producteurs historiques.

Question 1 : Etes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

Question 2 : Identifiez-vous d'autres outils prudentiels que la CRE devrait mobiliser pour mieux répondre aux spécificités du marché français ?

La FNME-CGT pense que le cadre réglementaire proposé par la CRE va dans le bon sens mais reste trop timide. L'activité de fournisseur d'énergie devrait être en soi une activité limitée aux seuls producteurs/importateurs d'énergie, et à ce titre, devrait donc être assumée par des entités juridiques aux reins assez solides pour pouvoir supporter des contraintes de fonds propres. Permettre à des start-up peu capitalisées de se lancer dans l'activité de fournisseur d'énergie ne devrait pas être possible, ou alors limitée à la fourniture de grands groupes industriels, en parfaite connaissance de cause, mais pas du grand public auquel nous enjoignons les TPE/PME qui ne peuvent pas savoir à quels types de fournisseurs ils ont à faire.

La CRE mentionne le peu de défaillance d'acteurs, mais il y a également eu des comportements peu recommandables de « petits » fournisseurs cherchant par tous les moyens à se débarrasser de leurs clients. Ce type de comportement, absent chez les grands acteurs, renforce la défiance du grand public à l'égard du secteur et est donc contre-productif.

Sur le principe n°1 : la couverture en volume sans la couverture en prix ne protège en rien le consommateur du risque de défaillance de son fournisseur, dans le cas d'une crise comme celle dite ukrainienne. Il est certain que les fournisseurs non couverts en volume ont plus soufferts, mais un fournisseur couvert en volume mais avec une formule de prix indexée 100% marché aurait tout autant été exposé qu'un fournisseur non couvert en volume, les volumes n'ayant finalement pas fait défaut, seuls les prix se sont envolés. C'est le sens du principe n°2 mais qui reste insuffisant pour contrer cet effet précis selon la FNME-CGT.

En revanche la FNME-CGT cautionne que la couverture doit concerner tout le volume du fournisseur, pour éviter que les risques pris par le fournisseur sur un segment lui fassent faire défaut ayant ainsi des conséquences sur les autres segments.

Si d'aventure le cadre réglementaire devait sortir un segment de la régulation, il serait alors préférable que cela oblige les fournisseurs à constituer des entités juridiques différentes pour chaque type de segment selon qu'ils fassent objet d'une obligation de couverture ou non. Ceci afin de rendre étanche les domaines.

Sur le principe n°2 bien qu'il ne puisse se substituer à une couverture en prix, il reste malgré tout nécessaire à nos yeux pour en effet donner de la visibilité sur la solidité financière du fournisseur. La note financière devrait d'ailleurs être rendue publique et visible sur les offres des fournisseurs aux consommateurs.

Le principe n°3 va de soi, il est même choquant de découvrir que certains acteurs vont devoir s'y conforter par la régulation et non d'eux-mêmes...

Suite à la lecture de ces principes la FNME-CGT recommande également une couverture en prix en plus de la couverture en volume. Au-delà de la protection contre le risque de défaillance, cette couverture prémunit également contre certains agissements et remet l'activité de fourniture à sa juste place, à savoir une nécessaire activité qui s'intègre dans un flux physique plus large, et non une pure activité de trading financier.

Question 3 : Sur la différenciation entre les types de consommateurs, êtes-vous d'accord avec l'analyse de la CRE ?

Quelle que soit la différenciation opérée, pour la FNME CGT, le niveau de couverture in fine doit être le même tout segment confondu, pour éviter qu'un segment, non couvert, vienne précipiter la chute du fournisseur sur l'ensemble des segments.

Question 4 : Etes-vous d'accord avec la définition des offres entrant dans le périmètre de contrôle proposée par la CRE ?

Question 5 : Etes-vous d'accord avec la proposition de la CRE, à savoir la mise en place d'un double contrôle portant à la fois sur un contrôle ex-post et un contrôle prévisionnel des obligations de couverture ?

Question 6 : Un contrôle au pas de temps annuel vous semble-t-il suffisant ? Un contrôle semestriel pour couvrir chaque saison serait-il davantage approprié ?

Les contrôles ex-ante et ex-post semblent indispensables et correctement dimensionnés. En revanche, rien ne précise les sanctions lorsque l'analyse ex-post montrerait une prise de risque inconsidérée au cours de l'année écoulée. Pour la FNME-CGT, la question de la fréquence des contrôles ne peut s'entendre sans mettre en face des sanctions.

Question 7 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant les périodes d'évaluation des couvertures ?

La FNME-CGT partage l'analyse de la CRE concernant les périodes d'évaluation des couvertures.

Question 8 : Partagez-vous l'analyse de la CRE concernant le dimensionnement des obligations minimales de couverture ?

Question 9 : En vous appuyant sur des analyses quantitatives étayées dans la mesure du possible, partagez-vous la prise en compte du risque d'attrition telle que proposée par la CRE ?

La FNME CGT partage l'analyse de la CRE concernant la prise en compte du risque d'attribution.

Question 10 : Partagez-vous l'analyse de la CRE sur les prérequis nécessaires pour chaque moyen de couverture explicité ?

La FNME CGT partage l'analyse de la CRE concernant les prérequis nécessaires pour chaque moyen de couverture.

Question 11 : Pensez-vous pertinent d'adapter les niveaux d'obligation pour couvrir les risques inhérents à chaque produit de couverture ?

Question 12 : Estimez-vous utile de prévoir la possibilité d'appliquer un taux d'abattement graduel, plutôt que de rejeter les couvertures offrant un degré de fiabilité insatisfaisant ?

Oui il semble important, pour la FNME-CGT, de donner un premium à la couverture physique directe (moyen de production en propre) ou indirecte (PPA et BPA !) puisque cette couverture est la plus efficace et résiliente. De plus il est important de donner un signal prix aux fournisseurs pour les inciter à posséder ou à financer des actifs de production d'électricité et/ou de biométhane.

Dans un contexte de dérèglement climatique, les niveaux d'obligation pourraient également intégrer la résilience de ces moyens de production au dérèglement climatique (montée des eaux, sécheresse...) dont on sait qu'ils impactent dans la durée la disponibilité de ces outils, or ils peuvent être également à l'origine d'un événement de marché nécessitant justement que les couvertures fonctionnent. Par exemple, lors d'un épisode caniculaire suivant une période de sécheresse et donc de moindre disponibilité du parc nucléaire et ainsi que de l'éolien.

Les outils marchés, ne sachant souvent même pas sur quels moyens de production ils sont assis, devraient être fortement pénalisés dans ce cadre précis par rapport à des moyens de production identifiés et dont la résilience est quantifiable.

Question 13 : Identifiez-vous d'autres types de produits susceptibles de remplir l'obligation de couverture ?

Question 14 : Quels indicateurs financiers sont suivis régulièrement au sein de votre société pour évaluer la capacité à résister aux aléas de votre activité ?

Non concerné.

Question 15 : Les éléments comptables et financiers qui seraient collectés par la CRE permettent-ils à votre sens d'évaluer correctement la capacité financière de la société à résister aux aléas ?

Il conviendrait de rajouter également les éventuels liens capitalistiques du fournisseur avec des sociétés filles, liens par lesquels le fournisseur pourrait se retrouver déstabilisés par d'autres effets induits par la crise en question (cas des fournisseurs ayant des liens avec des entreprises liées aux CEEs lors de la crise du COVID qui impactait à la fois les marchés énergies, mais également l'activité économique du pays).

Pour la FNME-CGT, il semble que ce point soit couvert par l'identification des risques mentionnée au § 5.1.

Question 16 : La liste des risques spécifiques à l'activité de fourniture proposée par la CRE vous paraît-elle exhaustive ?

Pour la FNME-CGT, dans les risques de contrepartie, il faut distinguer la contrepartie elle-même et le risque qu'elle fait porter, mais également l'origine de l'énergie alors contractualisée via cette contrepartie. Si la contrepartie est fiable et apporte au portefeuille du fournisseur un stock d'électricité d'éolien offshore danois, le risque spécifique à ce type d'actif industriel doit également être évalué en sus du risque de la contrepartie elle-même (qui peut être un grand groupe industriel solide).

Question 17 : Partagez-vous les mesures organisationnelles (gestion des ressources humaines et gouvernance), proposées par la CRE ? Etes-vous d'accord avec les principes généraux exposés par la CRE ?

La FNME-CGT est en partie d'accord, il semble que le volet formation/compétences du personnel interne en charge du contrôle interne ne soit pas évoqué, ce n'est pas le tout d'avoir des personnes en charge de, il faut également qu'elles soient capables de faire, tant par leurs compétences que par leur degré de liberté à agir au sein de l'entreprise.

Le principe est bon, mais mériterait d'être plus largement décrit, documenté, et donc contrôlé.

Expression supplémentaire :

Aucune pénalité n'est mentionnée dans cette consultation, or sans pénalité, le cadre ne sert à rien.